

Cita bibliográfica: Jacques-Vincent Delacroix (Ed.): "XVIIe Discours.", en: *Le Spectateur français pendant le gouvernement révolutionnaire*, Vol.1\017 (1794), pp. 163-184, editado en: Ertler, Klaus-Dieter / Hobisch, Elisabeth (Ed.): Los "Spectators" en el contexto internacional. Edición digital, Graz 2011-2019, hdl.handle.net/11471/513.20.4611

XVII^e DISCOURS.

Extrait d'un Ouvrage présenté au Comité d'Agriculture, par le citoyen Pandin de Narsillac.

QUE de faux calculs on a faits sur les productions de notre territoire, et combien une vicieuse administration les a détériorées ! Chaque jour, depuis plus de quatre ans, nous éprouvons les troubles, les agitations de la disette, et cependant l'abondance s'offre à notre pensée, à l'aspect de nos moissons. La richesse est sur la terre, et la misère est dans nos greniers. Nous ne savons sur qui rejeter un résultat si contraire à nos espérances. Nous en avons successivement accusé le despotisme, la cupidité des fermiers, la malveillance de nos ennemis intérieurs ; nous avons arrêté la circulation, effrayé les accapareurs, gêné les transports, porté l'inquisition chez les propriétaires ; aucun de ces moyens extrêmes ne nous a réussi.

Ce sol si fertile de la France ne suffit-il pas à ses habitans, ou se refusent-ils à l'ensemencer, à le cultiver ? Que de réformes salutaires n'a pas obtenu l'agriculture depuis la révolution ! La destruction des animaux dévorans, la réduction des parcs, la suppression des étangs, le luxe des jardins convertis en objets de rapport ; à mesure que tant d'abus disparaissent, l'aliment de première nécessité semble devenir plus rare, et nos admirateurs jettent un regard plus inquiet sur l'avenir.

Dans le moment où j'étois agité de ces réflexions, mes yeux se sont arrêtés sur une petite brochure qui placeroit son auteur au rang des bienfaiteurs de l'humanité, si ses vues étoient remplies. Il se propose *de rendre le pain de froment commun à tous les habitans de la république, sans distinction.*

Mes lecteurs, attristés des images sombres, qu'offre trop souvent mon ouvrage, ne seront pas fâchés de se reposer sur ce sujet, tout chimérique qu'il puisse être.

« De toutes les espèces de culture, dit l'auteur, la plus utile et la plus indispensable à la république, c'est sans contredit celle du froment. Cette culture est encore plus importante dans un moment où les puissances de l'Europe, désespérant de nous réduire par les armes, ont formé l'odieux projet de nous subjuguier par la famine. Privés des bleds de la Sicile, de l'Angleterre, de ceux du Nord que nous apportoit la Hollande ; forcés d'aller disputer sur les mers les convois qui nous arrivent des Etats-unis de l'Amérique, il est essentiel que nous tirions de notre propre sol une denrée dont les Français font une consommation plus immense que les autres peuples, et que nulle autre ne remplace à leur goût.

Je suis si convaincu de cette vérité, que je desirerois, pour la prospérité de la république, que l'on ensemencât en bled, pendant trois années consécutives, toutes les terres susceptibles de cette production, en ne laissant à celles dont on craindroit l'épuisement que le temps nécessaire pour se reposer.

Il résulteroit de cette mesure générale un excédent de consommation dont on rempliroit des magasins nationaux, à l'aide desquels on tiendrait toujours cette denrée à un prix inférieur à celui qu'y met la cupidité des grands propriétaires ou des riches fermiers, qui comptent trop souvent pour rien le bonheur et l'existence des hommes.

Je n'entends pas pour cela dénaturer les prairies nécessaires à la nourriture des bestiaux, arrêter la production de l'orge qui fournit une paille si utile et un grain devenu la matière première d'une boisson salubre, et dont le résidu sert encore d'aliment à des animaux qui font la richesse des campagnes.

Je suis encore plus éloigné de vouloir porter atteinte à la culture du lin qui ne peut être trop encouragée, puisqu'elle a tant d'influence sur la prospérité de nos manufactures : mais je voudrois, en conciliant l'ordre des cultures, l'intérêt du commerce, mettre par des défrichemens forcés et un mouvement général les Français à l'abri

d'un besoin impérieux qui est la source de toutes les séditions et contrarie les intentions les plus pures de nos législateurs.

Il ne faut pas moins que cette considération puissante, pour me faire départir de mon système sur la liberté de l'agriculture, du commerce des bleds dans l'intérieur de la république, et m'engager à proposer à la convention de prescrire, au nom du salut public, par l'organe des agens nationaux, à tous les propriétaires d'ensemencer en froment toutes les terres de leurs domaines, à la réserve de celles qui sont consacrées à un rapport d'une utilité reconnue ; et pour les y encourager, j'oserois demander à nos représentans de consentir, sans révoquer les décrets relatifs à l'impôt, à recevoir la contribution territoriale en nature, pour cette denrée seulement, pendant un temps limité.

La république en feroit verser le produit dans des magasins nationaux établis dans chaque département. Des citoyens enlevés à la mendicité et incapables de se livrer à des travaux vigoureux, seroient employés à remuer le bled, à le garantir des insectes dévorans, sous l'inspection d'un garde-magasin qui seroit responsable du dépôt confié à ses soins et à sa probité.

Les peuples les plus sages de la terre ont toujours eu de ces magasins, qui forment la sécurité de toutes les associations humaines et préviennent l'effet des fléaux du ciel.

Tant de temples demeurent déserts, depuis que la superstition en a disparu devant le dogme de la raison ; pourquoi n'en convertirait-on pas quelques-uns en dépôts des riches présens de la nature ? En passant devant ces édifices, qui retentissoient autrefois de vaines paroles, le républicain diroit : c'est-là que réside notre propriété. Ce sont-là les greniers du riche et du pauvre ; tant qu'ils ne seront pas épuisés nous n'aurons pas à redouter la faim ; travaillons tous pour y entretenir l'abondance.

D'après cette mesure de prudence, que l'esprit de système a trop long-temps combattue, la république auroit toujours à sa disposition un fonds de richesse dont elle connoîtroit l'étendue par des états exacts et faciles à rapprocher ; elle la feroit écouler sur tout son territoire, lorsque les circonstances l'exigeroient. Ce fonds, toujours entretenu, toujours renouvelé, pareroit aux années calamiteuses, préviendrait le danger des accaparemens et la hausse trop subite du prix de l'aliment des citoyens.

La faculté de se libérer de l'impôt par la livraison en nature d'une portion de sa récolte, détermineroit plus d'un propriétaire à se livrer à un genre de culture auquel seroit uniquement attachée cette faveur. Il est toujours d'une sage administration de conduire les hommes au bien public, plus par leur intérêt que par des réglemens sévères. »

Après avoir exposé cette idée générale, l'auteur passe à des réflexions particulières.

« Si l'on en croit l'expérience, continue-t-il, toutes les terres de la république ne sont pas propres à recevoir utilement la semence du bled. Cette grande portion de territoire que le dédain flétrissoit d'un nom ignoble dans la ci-devant province de Champagne, à un sol si *crayeux*, si peu végétal, que le cultivateur n'y recueille qu'avec peine le sarrasin qui lui fournit le pain noir dont il se nourrit.

L'habitant des montagnes d'Auvergne s'alimente d'un pain de châtaigne, lourd et mal sain ; celui de quelques départemens du Midi vit de farine de maïs, qui forme un pain jaune, pesant, indigeste, lorsqu'elle n'est pas mêlée avec une autre plus légère et plus blanche.

Par quelle fatalité ces hommes qui sont nos concitoyens, qui contribuent avec le même zèle à la prospérité commune, se trouvent-ils privés d'un aliment sain et appétissant, tandis que ceux qui reçoivent le jour sur un sol plus fertile, ou qui habitent nos villes principales, s'en nourrissent à leur gré ? C'est parce que, sous l'ancien régime, on comptoit le bonheur des hommes pour rien.

On s'occupoit peu du soin de les dédommager du partage inégal de la nature. Que ceux qui ne récoltent que du sarrasin ne vivent que de sarrasin ; que ceux qui ne sont ombragés que de châtaigniers ne vivent que de pain de châtaigne ; peu importe, pourvu qu'ils paient la taille, qu'ils tirent à la milice et fassent les corvées. Voilà quelle étoit la morale de la plupart des intendans.

Un gouvernement républicain doit avoir d'autres principes et d'autres maximes. Tout ce qui entre dans son association a droit à une sage répartition de ses fruits. Il ne permet pas que ses charges tombent indistinctement sur tous, et que ses avantages soient absorbés par quelques habitans privilégiés.

Qui a pu voir sans indignation comme cela n'est arrivé que trop souvent, de riches possesseurs d'héritages permettre qu'on donnât, dans des temps d'une récolte abondante, du froment aux chevaux, parce que l'avoine étoit rare ; tandis que des Français fixés dans des provinces moins favorisées, étoient réduits à se nourrir d'un pain

dont la forme et la couleur attristoient l'œil et repousoient l'appétit ? Une autorité protectrice de l'humanité auroit-elle toléré un contraste si humiliant entre le sort de l'homme et celui d'un animal, quelque utile qu'il fût ? Ne se seroit-elle pas occupée de faciliter les transports et les échanges des denrées <sic> propres à l'espèce et à la dignité des êtres qui devoient les consommer ?

Des abus aussi révoltans de la propriété n'affligeront plus nos cœurs, sous le règne de l'égalité et de la liberté. Non-seulement nos législateurs s'opposeront, par de sages réglemens, à ce qu'on distribue aux animaux la principale nourriture de l'homme, à ce qu'on la distille pour en faire de l'eau-de-vie ou de l'esprit-de-grains, à ce qu'on l'exporte de la république avant d'être assurés que tous les citoyens peuvent s'en procurer une quantité suffisante, soit dans les marchés, soit dans les magasins nationaux ; ils étendront encore leurs vues bienfaisantes sur les moyens de fournir aux cultivateurs des débouchés pour les productions inférieures de leur territoire, en multipliant les routes et surtout les canaux navigables ».

Dans un troisième chapitre, l'auteur met sous les yeux de ses lecteurs les moyens de rendre les terres les plus arides susceptibles de produire du froment.

« Est-il bien vrai, dit-il, qu'il y ait en France de grandes portions de territoire qui ne puissent être fertilisées, et dont le sol ingrat ne rendroit rien aux engrais et aux soins d'un zélé cultivateur ? Mon expérience particulière m'a plus d'une fois prouvé le contraire : mais comme ma seule autorité pourroit paroître insuffisante, je vais l'appuyer de celle d'un grand cultivateur (1). Il divise toutes les terres en quatre espèces.

La première est celle des terreaux ou terre de jardin.

La deuxième, en argiles pures ou dominantes, avec un peu de terre végétale.

La troisième, un mélange quelconque d'argile et de sable ou de gravier dominant, avec une partie de terre végétale.

La quatrième, les sables et les graviers purs et dominans, avec un peu de terre végétale.

La première espèce est facile à cultiver, féconde en toutes productions, et moyennant une culture bien ordonnée, elle peut se passer d'engrais.

La seconde est forte, pesante, froide et compacte ; elle s'endurcit en masses à l'ardeur du soleil, se bat et se scelle à l'eau des pluies ; ces terres sont toujours très-difficiles à labourer.

On peut l'améliorer avec soixante à cent tombereaux de sable commun par arpent, ou cinquante tombereaux de sable de rivière, ou vingt tombereaux de vase de mer blanchâtre et légère, ou soixante à quatre-vingts tombereaux de marne pure et sablonneuse et non glaiseuse.

La troisième espèce doit être rectifiée par des engrais dont l'analogie soit opposée aux défauts qui dominent dans cette terre, qui sont l'argille, la glaise ou le sable.

La quatrième, qui est la pire de toutes, puisqu'elles n'est composée que de parties sablonneuses, graveleuses et arides, peut être fertilisée avec cent ou cent vingt tombereaux de glaise par arpent, ou vingt-cinq de vase noire de mer, la plus grasse et la plus pesante, ou cinquante à soixante de vase de rivière, d'étang ou de fosse ou de terre grasse tirée de terrains marécageux, ou au moins cent tombereaux de marne glaiseuse et pesante, ou enfin, au défaut de tous ses secours, cinquante ou soixante tombereaux de fumier mêlé avec le double ou le triple de la terre la plus grasse qu'on pourra trouver.

Par le moyen de ses engrais, ces mêmes terres, et jusqu'aux plus méchantes bruyères et aux landes les plus stériles, peuvent être mises en état de produire autant et plus que ne font actuellement les meilleurs en France.

Ces principes une fois posés, et si faciles à vérifier, je demande s'il n'est pas du plus grand intérêt pour la république de les mettre en pratique ? Que de facilités n'a-t-elle pas, et quel produit elle a à espérer ! D'immenses propriétés l'enrichissent journellement.

Quelle forme des ateliers qu'on ne nommera plus de *charité*, mais d'*agriculture* ; qu'ils soient composés, non de vagabonds, mais de journaliers honnêtes, de prisonniers de guerre, d'orphelins, enfin de citoyens qui désirent du travail, et que la république seroit obligée de nourrir dans l'oisiveté.

¹ (I) Voyez l'excellent Ouvrage de Patulo, auquel il a donné le titre modeste d'Essai sur l'amélioration des terres.

Que ces ateliers seroient répartis dans tous les départemens, dirigés par des agriculteurs intelligens, qui commenceront par sonder le terrain, par en connoître la nature afin d’y répandre l’espèce d’engrais la plus propre à en rendre le sol productif, en suivant la méthode établie par l’auteur que je viens de citer.

La république feroit prendre, dans ses magasins nationaux, le meilleur froment, pour l’employer aux semences ; bientôt elle seroit dédommée de ses avances, et elle auroit encore à sa disposition d’immenses terrains bien divisés, bien enclos : bien en rapport, qui deviendroient la propriété et la récompense de nos braves défenseurs, pour le bonheur desquels on feroit plus en leur donnant un domaine tout préparé, tout cultivé, qu’en leur accordant une pension qu’ils consommeraient dans une oisiveté nuisible.

Il résulteroit donc de ce plan trois grands avantages. Le premier, en fertilisant des terres incultes, d’augmenter la somme de la denrée de première nécessité.

Le second, d’employer utilement un grand nombre de citoyens indigens, d’enfans délaissés, et qui, faute de trouver du travail dans les ateliers et les manufactures, contractent l’habitude de la paresse et de la mendicité.

Le troisième d’assurer des retraites aux soldats vétérans, sans épuiser le trésor national. »

L’auteur dont nous analysons l’ouvrage, présente, en développant son plan, de nouveaux résultats qui ne sont pas moins avantageux.

« Si la culture du bled, ainsi étendue, ainsi améliorée, produit une surabondance de froment telle qu’elle n’a jamais eu lieu en France, dans les meilleures années, il n’existera bientôt plus, dans tous les départemens de la république, un seul individu qui ne soit nourri d’un pain semblable, pour la blancheur, pour le goût et la salubrité, à celui dont se nourrissoit l’habitant le plus riche de la capitale, et voilà déjà l’égalité qui se montre dans un des principaux points de l’existence sociale.

Ce n’est pas tout : si, après avoir assuré à tous nos concitoyens l’aliment qui leur convient, nous avons un superflu de cette denrée, non-seulement nous n’avons plus besoin du bled de l’étranger, mais nous sommes en état de lui en vendre ; nous nous vengeons de l’Angleterre, de la Hollande, en leur coupant une des branches de leur commerce. »

L’auteur, qui s’appuie toujours de l’autorité du grand agriculteur qu’il a cité, démontre que le total de cette exportation pourroit s’élever à trois cent millions de revenu ; mais, en supposant que ce calcul fût exagéré d’un tiers, toujours seroit-il vrai que le commerce des Indes, la possession des colonies ne présentent pas un produit comparable à celui-là, ni aussi favorable à la population.

« Voilà pourtant les vérités claires, sensibles, à l’évidence desquelles la routine de l’ancien système a constamment refusé de se rendre. Faut-il s’étonner s’il a fini par s’écrouler et tomber dans le néant. »

Je ne citerai plus rien de cette brochure qui renferme peut-être plus d’idées utiles, plus de vues humaines, dans le peu de pages qui la composent, que beaucoup d’ouvrages volumineux sur le même sujet.

Après avoir fait valoir l’avantage des prairies artificielles, insisté sur la nécessité de multiplier les ruches à miel, et d’adopter la méthode du citoyen Larocca, pour recueillir les dons de ces infatigables républicaines qui ne demandent à l’homme, pour prix de leurs travaux, qu’un abri contre la rigueur des saisons et la voracité de leurs ennemis, l’auteur auroit dû s’étendre sur le parti qu’on pourroit tirer de l’établissement des pépinières publiques, où l’on trouveroit principalement de jeunes oliviers, des mûriers blancs, qui sont les sources de la richesse des départemens du Midi.

Enfin, il auroit pu faire sentir l’importance de dédommager l’agriculture des grandes portions de territoire que lui enlèvent les routes, en les bordant toutes d’allées d’arbres qui ont le double avantage de fournir un bois précieux à la république et une ombre salutaire au voyageur.

Lettre sur le sens que l’on doit attacher à l’Épithète de Modéré.

COMME je crois que vos fonctions de Spectateur ne se bornent pas seulement à observer ce qui se passe, et que vos réflexions s’étendent aussi sur ce qui se dit, permettez-moi de m’adresser à vous pour savoir ce qu’on doit entendre par le nom de *modéré* devenu tout-à-coup une injure si funeste. Jusqu’à présent j’avois pensé qu’un modéré étoit un homme retenu dans ses jugemens, dans ses actions par la sagesse et l’expérience ; qui ne donnoit pas dans les extrêmes, qui marchoit avec la loi et évitoit de la dépasser ; qui concilioit ses devoirs de citoyen avec les règles de la justice et de l’humanité ; qui mesuroit son zèle sur le bien ou le mal qui pouvoit en résulter ; qui ne

se livroit jamais à des emportemens dangereux, ne troubloit pas l'ordre social par ses excès. Il me sembloit qu'un homme doué de ces qualités qui ont fait le mérite des bons penseurs, des grands écrivains, des juges équitables, ne pouvoit pas être regardé comme un individu redoutable qu'il fallût réprimer par les emprisonnemens ou expulser de la société. Je me suis sans doute trompé, puisqu'on le met sur la même ligne que les rebelles et les conspirateurs. J'avoue cependant qu'une association dont chaque membre n'échapperoit aux persécutions et à la haine publique qu'autant qu'il se montreroit toujours agité, toujours inquiet, toujours ardent ; où l'on transformeroit en lâcheté la douceur des mœurs, l'indulgence pour les foiblesses humaines, les soins domestiques, les vertus privées, les affections naturelles, me sembleroit bien orageuse et devoir être d'une courte durée. Que si, au contraire, elle n'étoit composée que d'individus disposés à suivre le vœu de la majorité, à faire respecter les loix, à maintenir les propriétés, à encourager l'industrie, à se contenter des fruits de leur travail et de l'emploi de leurs talens, à ne pas inquiéter les autres sur l'usage honnête qu'ils feroient de leur superflu, elle se soutiendront long-temps, parce qu'elle auroit pour base la justice et la sécurité publique.

J'ai observé de près plus d'un de ces ennemis de la modération, et j'ai toujours vu, en les suivant dans leur vie secrète et dans leur marche civique, qu'il y avoit une grande opposition entre leur conduite et leurs discours. J'ai remarqué que l'envie formoit le fond de leur caractère ; que jusqu'à ce qu'ils fussent parvenus à l'objet de leurs desirs, ils écartoient avec fureur tout ce qui se rencontroit sur leur route ; qu'une fois arrivés au terme de leur ambition, ils ne demandoient plus qu'à jouir paisiblement de la fortune qu'ils avoient envahie et de la puissance qu'ils avoient usurpée ; qu'après avoir beaucoup déclamé contre le faste des riches et la morgue des anciens ministres, ils ne se montroient pas moins fastueux, ni moins arrogans que ceux qu'ils avoient remplacés ; que le pauvre et l'opprimé n'en étoient accueillis qu'avec plus de dédain et d'insensibilité ; que s'ils haïssoient encore les modérés, c'étoit parce que ceux-ci, contents de leur sort, ne flattoient pas leur orgueil par leurs sollicitations ou leurs éloges.

J'ai jugé que, sous l'empire de ces messieurs, tout ce qu'il y avoit eu de citoyens probes, amis de l'ordre, de la justice, auroit été en butte à leur tyrannie ; que la fierté républicaine des hommes les plus illustres de l'antiquité leur auroit déplu, et qu'ils ne vouloient trouver dans le peuple que la docilité et la vile adulation des sujets de Tibère et de Caligula ; qu'ils cherchoient à perpétuer le règne de la terreur, parce qu'ils redoutoient celui de l'équité ; qu'ils n'avoient tant horreur de la raison, que parce que sa puissance les replongeroit dans le néant d'où le délire les avoit tirés pour le malheur de l'humanité.

Je vous confie mes observations particulières : peut-être parmi ces exagérateurs se trouve-t-il des hommes de bonne-foi qui croient que le zèle républicain est un feu qu'il faut toujours animer pour que sa flamme soit brillante ; quant à moi, je pense qu'on doit d'abord songer à la rendre durable, ménager ce qui sert à l'entretenir, et que sans cette sage économie, nous courons le risque de n'éprouver qu'une chaleur insupportable, et de n'avoir bientôt plus que des cendres.

Réponse.

VOTRE lettre est si pleine de sens, qu'il semble qu'en me faisant une demande vous avez voulu me dispenser d'y répondre. Vous avez trop réfléchi sur notre histoire pour n'avoir pas vu que la modération est l'opposé du caractère national ; d'après cela vous ne devez pas être étonné que l'on ne regarde pas un modéré comme un véritable Français. Poussés sans cesse par nos préjugés, par nos passions au-delà des limites de la raison, nous sommes incapables de nous attacher à elle et de nous y fixer. Tantôt dociles jusqu'à la servitude, tantôt indépendans jusqu'à la fureur, nous allons d'un extrême à l'autre, comme ces habitans qu'< sic > passent subitement d'une chaleur excessive à un froid glacial, et auxquels il est, par cette raison, inutile de vanter les charmes du printemps et les douceurs de l'automne.